

Entretien avec Claudine Cornil (1/2) : « Un processus de transformation du travail se construit à partir de l'expérience concrète »

15 mars 2017 par [Commission Journal \(mensuel\)](#) / 460 vues

Version

imprimable

Depuis quelques années, le mot travail est utilisé à tort et à travers. De la « valeur travail », chère à la droite, à la loi du même nom l'an passé, on aurait tendance à penser que le travail est une valeur capitaliste ou un concept archaïque, une lubie de la société productiviste que le revenu universel d'un Benoît Hamon viendrait remplacer comme solution à la crise que nous subissons. Pourtant, le travail est au fondement de toute société. Alors, qu'est-ce qui cloche ? C'est que le travail est devenu invisible dans les pratiques et discours militants de la gauche syndicale et politique. Or quel projet d'émancipation peut faire abstraction de ce qui est le quotidien de la très grande majorité des [exploités.es](#) ? Entretien avec Claudine Cornil, syndicaliste à la Ferc-CGT [1].

Alternative libertaire : Peux-tu te présenter en quelques phrases ? Ton parcours, ce qui t'a conduit à adhérer à la CGT ? Ton travail militant aujourd'hui ?

Je suis professeure des écoles en retraite depuis un an. Dès que je suis entrée dans l'Éducation nationale, mon père, qui était très engagé à la CGT, m'a rappelé que selon lui, il fallait toujours se syndiquer quand on travaillait. J'étais d'accord mais, à l'époque, quand on était instit, le seul syndicat, c'était le SNI [2]. Or j'avais rencontré des responsables du SNI à l'école normale et leur seul discours, c'était non pas de nous apprendre à défendre nos droits, mais de nous rappeler à nos obligations. Ce que j'ai tout de suite trouvé étrange.

Après un bref passage à la FSU Fédération syndicale unitaire [3], qui s'est avérée rapidement être le clone du SNI, j'ai adhéré à la CGT, beaucoup plus conforme à mes valeurs. Je l'ai fait dès qu'on y a accepté les instits.

Dans toute la propagande politique et syndicale, l'emploi est une des revendications principales. Pourtant quand on regarde l'histoire des luttes sociales, on se rend compte que ce n'est pas l'emploi qui est au cœur des revendications, mais le travail. Dans le sigle CGT, avec la contre-révolution libérale des années 1980, on a parfois eu le sentiment que la CGT s'était muée dans ses revendications et son imaginaire en Confédération générale de l'emploi, et pas du travail. Or on constate depuis quelques années un retour à ce qui a fondé l'existence de la CGT, l'émancipation du travail. Qu'en est-il aujourd'hui de cette approche ?

Oui, c'est vrai que la CGT s'est centrée sur la défense de l'emploi lorsque le chômage est devenu structurel et que des pans entiers de l'industrie ont été détruits avec des milliers de pertes d'emplois dans les années 1980. C'est la période où le capitalisme financier se met en place. Ce que j'entends par capitalisme financier, c'est une évolution du capitalisme où l'argent, par la spéculation, permet de produire davantage

d'argent que le travail et la production. Le capitalisme financier détruit l'économie réelle. Cette évolution du capitalisme, qui se mondialise et se déterritorialise s'accompagne d'un discours idéologique sur la fin du travail, sur la société des loisirs...

C'est à ce moment que le travail disparaît donc de la scène publique. Avec lui disparaissent aussi les travailleurs et les travailleuses, et l'idée qu'il y a historiquement une confrontation entre le capital et le travail, donc une lutte des classes. Beaucoup d'entre nous se souviennent des années 1980 en France où les seules activités professionnelles valorisées et encore visibles socialement étaient la communication, la pub et la vente.

Dans ces années-là, la réalité d'un salariat conçu comme variable d'ajustement aux « risques » et aux fluctuations du marché se met en place, avec l'aide du pouvoir politique.

Le chômage structurel, la précarité et la sous-traitance, deviennent des modes de gestion en même temps qu'une manière de mettre au pas les [salariés](#), qui vivent sous l'épée de Damoclès de la perte d'emploi.

De nouvelles organisations du travail sont mises en place progressivement. Certaines, comme le management participatif, s'appuient, en les dévoyant, sur les aspirations autogestionnaires qui s'étaient exprimées dans les luttes des années 1970. Leur finalité est d'augmenter la productivité mais aussi de faire en sorte que les travailleurs et les travailleuses consentent à leur propre exploitation.

La CGT, depuis les années 1980 est prise dans le tourbillon du nouvel ordre mondial qui se met en place. Elle essaie de sauver ce qui peut l'être et concentre son activité revendicative sur la valeur d'échange du travail (emplois, salaires, retraites, qualifications, statuts...) au détriment de sa valeur d'usage : la finalité, le contenu et le sens du travail, les conditions de sa réalisation.

Politiquement, la question du travail est abandonnée... notamment par le Parti communiste qui pourtant, historiquement, était le parti des travailleurs et des travailleuses.

Toute l'expérience, les cultures et les langages de métier sont disqualifiés. Ce sont d'ailleurs les métiers eux-mêmes qui disparaissent : l'ouvrier devient un opérateur, l'institutrice ou un professeur.e des écoles et le boucher un désosseur. Les anciens et les anciennes ne sont plus [reconnus](#) comme porteurs et porteuses d'expérience mais comme une charge encombrante, fragilisant la bonne marche de l'entreprise, du bureau ou du service. Le surtravail se met en place, éreintant la tranche d'âge des 35-45 ans tandis que le chômage de masse s'installe, frappant les jeunes et les seniors.

Ce sont toute la fierté et la dignité de la classe ouvrière qui sont fracassées. Avec elles, c'est véritablement le « pouvoir d'agir » du salariat qui est mis à mal.

Au tournant des années 2000, le travail fait son retour sur la scène publique de manière dramatique, avec les premiers suicides médiatisés à Renault Technocentre et à France Télécom. C'est, si on voulait parler comme Freud, le retour du refoulé. La CGT se réapproprie la question du travail mais d'abord sur le versant de la souffrance.

Des chercheurs comme Christophe Dejours et surtout Yves Clot mettent depuis plusieurs années en évidence la centralité du travail dans la vie personnelle et sociale. Ils démontrent en quoi l'engagement subjectif des travailleurs et des travailleuses est fondamental dans ce qu'ils et elles font, dans leur aspiration à faire un travail de qualité, qui ait du sens et qui soit fait selon les règles du métier. La CGT retrouve progressivement, à partir du 49^e congrès [4], cette dimension de l'émancipation du travail par le travail. Il faut préciser que des fédérations comme la Ferc, portaient cette démarche depuis des années.

Dans le militantisme syndical au quotidien, Henri Krasucki [5] disait qu'il fallait s'intéresser d'abord au carreau brisé de l'atelier plutôt que de tenir des discours aux [salariés](#). Qu'en penses-tu ? Est-ce à dire que l'aspiration à une autre société ne serait le fait que d'idéologues [déconnectés](#) du réel ? Peut-on disqualifier toute agitation d'idées ?

Pour moi, cette expression d'Henri Krasucki est fondamentale. Elle ne dit pas qu'il faut seulement s'intéresser au carreau cassé mais que l'engagement dans un processus de transformation du travail se construit à partir de l'expérience concrète, quotidienne, qu'on en a. Les travailleurs et les travailleuses sont [engagé.es](#) subjectivement, de manière très intense, dans le travail qui est ou devrait être un acte de création. « Dites-lui d'usiner une pièce et il fabrique tout un monde », nous dit le chercheur Philippe Davezies.

Cet engagement dans le travail, cette aspiration est un formidable ressort pour des luttes de transformation sociale. La phrase de Krasucki révèle qu'il n'y a pas discontinuité entre l'expérience immédiate et une vision politique. Par ailleurs, elle dit aussi qu'un discours appelant à une société plus juste n'est pas crédible, si, dans le même temps, celles et ceux qui le tiennent se soucient peu de conditions de travail déplorables et indignes.

Sur quoi portent les questions des camarades de la CGT qui mettent le travail au centre de leurs réflexions et activités militantes ?

Les camarades de la CGT qui portent ces questions conçoivent la démarche syndicale comme ancrée dans le travail réel, tel qu'il est réalisé, dans telle ou telle condition, pour telle ou telle finalité. Partant de là, parce que seule la travailleuse ou le travailleur connaît son travail, qu'il ou elle en est « expert », cette démarche met la parole au point de départ de toute démarche syndicale. Plutôt que d'être dans l'idée qu'il faut convaincre les travailleurs et les travailleuses de se mobiliser, de se révolter, la démarche d'ouverture d'espaces de paroles sur le travail peut contribuer à créer de l'exigence sociale et du collectif par la confrontation des points de vue et des aspirations. C'est ce qui s'appelle « le syndicalisme de la feuille blanche ». Plutôt que de faire des tracts pour expliquer aux travailleuses et aux travailleurs ce qu'ils savent déjà, cette forme de syndicalisme préfère s'appuyer sur leurs paroles. Parler du travail, c'est reprendre du pouvoir dessus, c'est commencer à se le réapproprier, à sortir de l'aliénation. C'est se retrouver. Dire, penser et agir sont les trois pôles de cette démarche qui n'est autre qu'un retour au syndicalisme « originel ».

Par ailleurs, le présupposé de la démarche qui part du travail, c'est que la prise de conscience, point de départ de l'engagement, est d'abord un acte personnel. Ce sont la confrontation et les échanges qui créent du collectif. En cela, permettre le passage de l'individuel au collectif est un objectif majeur.

Cette manière de concevoir le syndicalisme peut susciter des résistances et même des mécanismes de rejet chez des militants et militantes [aguerris.es](#). En effet, elle remet en cause, d'une manière qui peut être déstabilisante le syndicalisme tel qu'il est pratiqué depuis les années 1980 et qui repose sur la délégation de pouvoir et l'idée que le ou la syndicaliste doit « sauver les travailleurs et les travailleuses ».

L'absence de marges de manœuvres pour la négociation, qui est une caractéristique de la période actuelle, les met en échec mais il est compliqué de sortir de postures et d'habitudes qui ont été posées comme la bonne façon de militer.

Les orientations votées au 50^e congrès (en 2013) rappellent l'importance d'investir les lieux de négociations et les IRP (instances représentatives du personnel) mais posent clairement le fait que le centre de gravité de l'exercice syndical est avant tout le lieu de travail. On ne peut que s'en réjouir.

La plupart des organisations syndicales parlent de souffrance au travail quand elles abordent l'organisation et les conditions de travail. Quelle est la conception de la CGT ?

Il ne faut pas nier la réalité de la souffrance au travail. Les statistiques le montrent, il y a une part énorme de la population des [salariés.es](#) qui développent des pathologies liées au travail. La nouveauté, avec le capitalisme financier, c'est que la souffrance physique existe toujours et qu'il y a une massification de la souffrance mentale. Celle-ci touche toutes les catégories professionnelles et tous les niveaux des hiérarchies.

La CGT entend agir sur cette souffrance à travers des instances comme le CHSCT [6]. J'avoue que je n'ai jamais trop compris pourquoi la problématique des conditions et de l'organisation du travail n'était pas

davantage portée syndicalement alors qu'elle arrive avant la question des salaires dans les revendications exprimées spontanément par les [salarié.es](#).

La souffrance au travail n'est autre que l'expression de l'aspiration à travailler mieux, autrement. C'est un des aspects saillants de la lutte des classes avant même celle de la sous-rémunération du travail. On voit bien que cela dépasse largement le cadre de l'action des [élu.es](#) en CHSCT mais que cela pose plus globalement la question de quel syndicalisme on pratique.

Propos recueillis par Rémi Ermon (AL Lorient)

-
-
-
-
-

[1] Fédération Education Recherche Culture de la CGT.

[2] Syndicat national des instituteurs. Le syndicat historique et ultramajoritaire du premier degré de la défunte Fédération de l'éducation nationale (FEN), créée en 1947 par refus de choisir entre la CGT et FO au moment de la scission, afin de préserver l'unité de la profession. Profondément réformiste, avec néanmoins en son sein la tendance syndicaliste révolutionnaire l'École émancipée, plus radicale.

[3] Scission de la FEN en 1993, organisée par la tendance Unité et action du Snes (second degré), liée au Parti communiste contre les socialistes principalement présents au SNI (premier degré) qui voulaient unifier la FEN avec la CFDT et créer un pôle syndical réformiste majoritaire en France. Ce fut un échec pour les socialistes.

[4] Nantes, 2009

[5] Secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992. Ancien résistant et déporté communiste. Une figure de la CGT.

[6] Comité Hygiène et sécurité – Conditions de travail.

>>

Claudine Cornil (syndicaliste) [2/2] : « C'est au syndicalisme de mener un travail de déconstruction des pratiques managériales »

16 avril 2017 par [Commission Journal \(mensuel\)](#) / 306 vues

Version

imprimable

Dans le numéro du mois de mars d'*Alternative libertaire*, Claudine Cornil revenait sur son parcours syndical à la CGT et sur les évolutions de la question du travail en son sein. Elle nous explique, dans cette deuxième partie de l'entretien, les démarches et perspectives pour remettre le rapport au travail au centre des stratégies syndicales.

Alternative libertaire : Quelle démarche de lutte serait à mettre en œuvre dans les organisations syndicales ? Au niveau des pratiques militantes, du rapport aux [salariés](#) ?

Claudine Cornil : Pour moi, la première des luttes, c'est celle qui vise à ouvrir des espaces de parole et de compréhension sur le travail... On ne fera pas l'économie de cette reprise de pouvoir qui, pour s'effectuer, doit s'inscrire dans le temps long. Le psychanalyste Roland Gori dit qu'avec la prétendue culture du résultat, le récit sur le travail a complètement disparu. C'est au syndicalisme de lui redonner une place et une fonction de socialisation.

Pareillement, il faut interroger la grève comme moyen d'arrêter la production ou le service. On voit bien que c'est de plus en plus problématique pour les [salariés](#) de faire grève. Porter un jugement moral là-dessus ne mènera à rien. Il faut essayer de comprendre ce qui se passe. Des raisons comme l'endettement des ménages ou l'intoxication médiatique sont souvent avancées. Il est probable que les nouvelles organisations du travail pèsent aussi lourdement car elles ont pour point commun de rendre le ou la salarié.e seul.e comptable de son travail. C'est ce qu'on appelle en termes pédants « l'intériorisation de la contrainte » et cela explique, pour partie, les suicides de certains et certaines [salariés](#). Pour en finir avec le travail, ils ne voient plus d'autre issue qu'en finir avec eux-mêmes. C'est au syndicalisme de mener un travail de déconstruction de ces pratiques managériales qui font de chaque travailleur ou travailleuse son propre tyran. Je connais un syndicat, dans la santé, dont le premier objectif, c'est de démontrer que si les agents et les agentes ne peuvent pas faire le travail, ce n'est pas de leur faute. Le syndicat des agents du conseil départemental du Morbihan a aussi posé comme fondamental le travail collectif de décodage des pratiques managériales tant dans leurs finalités que dans leur fonctionnement et leurs effets.

Peu importe la manière dont on se bat et les moyens si, en arrière-plan, on a construit une stratégie qui part des objectifs qu'on se donne et qui est réévaluée en fonction de ce qui se passe. J'ai bien aimé la lutte contre la loi travail parce que j'avais le sentiment très rassurant que, du sommet à la base, les choses étaient pensées et organisées.

Qu'est-ce que peut-être le travail « bien fait » (revendication de la CGT), c'est-à-dire la maîtrise de son travail et la fierté qu'on en a, dans des secteurs comme l'industrie de l'armement ou l'agro-alimentaire par exemple ?

Claudine Cornil : C'est une très bonne question. La question du travail bien fait peut en effet se limiter aux procédures et à la qualité. Et on peut concevoir que les travailleurs et les travailleuses s'épanouissent à figoler des ogives nucléaires ou à traiter des poulets aux antibiotiques dans les règles de l'art. Eichmann était très satisfait de répondre aux objectifs d'acheminement des juifs vers les camps d'extermination. Cependant, on s'aperçoit vite qu'ouvrir la réflexion sur comment on fait, pose aussi celle du pourquoi on le fait et du sens du travail, du rôle de la production ou du service pour la société qui nous entoure, du processus de production et des échanges internationaux, de la matière première, des investissements, de l'emploi, des capitaux, de l'articulation avec la vie privée, des transports, de la garde des enfants, de la formation professionnelle, etc.

Ouvrir la réflexion sur le travail, c'est s'ouvrir sur le monde et l'interroger, c'est se situer dans l'Histoire et s'approprié une culture, celle de son métier, celle du monde du travail, de sa classe. C'est potentiellement, à partir de son histoire singulière, s'ouvrir sur l'universalité de l'humain.

En cela, partir du travail est terriblement offensif. C'est créateur de dignité, d'exigences sociales et de fraternité. C'est potentiellement porteur d'une remise en cause radicale de notre mode de production capitaliste. Prenons le cas de quelqu'un qui est blessé et qui va aux urgences par exemple. S'il se pose comme usager et comme consommateur, il va fulminer contre le personnel en raison de la longueur de l'attente. S'il se pose en travailleur, il va pouvoir décoder ce qui se passe, et malgré son état, faire savoir au personnel hospitalier qu'il les comprend, les soutient et dénonce les politiques budgétaires qui frappent l'hôpital.

Quels ont été et sont les freins ou obstacles à la CGT et plus globalement dans le mouvement syndical à une stratégie revendicative axée sur le travail ? Peux-tu citer des exemples dans des secteurs professionnels et des avancées dans d'autres ?

Claudine Cornil : Il y a des secteurs comme la santé où, de fait, la question du sens du travail et des moyens alloués pour le faire se pose de manière cruciale. Parce que le travail empêché est dangereux pour les patients et les patientes. Les démarches syndicales dans les établissements partent tout naturellement de l'exercice du travail réel. Dans certains secteurs comme la navale, on voit aussi des démarches qui visent à élaborer des contre-projets industriels qui reposent sur la satisfaction des besoins sociaux, le respect de l'environnement et pas seulement sur la création d'emplois. On voit beaucoup d'expériences comme celles-là. C'est souvent l'annonce d'un PSE (« plan de sauvegarde de l'emploi ») qui permet d'amorcer la réflexion sur ce qu'on produit, pourquoi on produit et comment.

Il y a des secteurs où l'idée même que les professionnel.les exercent un « travail » est problématique. C'est le cas de secteurs de la fonction publique ou de certains métiers. Je citerais par exemple les enseignants et enseignantes ou les médecins. Chez eux, le travail est vécu majoritairement comme une « mission ». Or cette notion, très marquée par une dimension sacrificielle, par le don de soi et l'abnégation, est incompatible avec un syndicalisme de conquête de droits. Demander l'application de droits existants est quasiment une faute professionnelle puisque demander cela, c'est penser à soi avant les élèves, avant les patients et les patientes...

Ce qui est étonnant, dans le métier d'enseignant par exemple, c'est que la souffrance au travail est exhibée comme la preuve de l'engagement professionnel, qu'il ne faut pas y mettre un terme parce que cette souffrance est inscrite dans la culture du métier... C'est très complexe et cela ressemble aux « œillères volontaires » des travailleurs du bâtiment ; une construction défensive très puissante qui permet aux travailleurs de ce secteur de continuer à travailler dans des conditions dangereuses en niant le danger, en jouant avec lui, en ne mettant pas leurs EPI (équipement de protection individuelle) par exemple. Un ergonome comme Damien Cru, qui intervient d'ailleurs dans les formations travail/santé de la Ferc, montre en quoi le syndicalisme, plutôt que d'aller contre, pourrait faire avec ses constructions défensives, avec tout ce que les travailleurs et les travailleuses ont inventé pour tenir...

Les camarades du conseil départemental CGT du Morbihan organisent prochainement un colloque dont un des enjeux est d'ouvrir la parole sur ce que les agents et agentes ont inventé pour se protéger, protéger leur santé et protéger leur travail du management... L'idée est de mettre en lumière des pratiques clandestines et de les socialiser, pour faire de ces actes de création une force susceptible de remettre en cause le management en question. C'est une sorte d'aïkido syndical !

Remettre au centre de l'activité syndicale et politique le travail, n'est-ce pas s'accommoder du capitalisme comme on peut l'entendre dans certains milieux alternatifs de gauche ? Parce que le travail serait une valeur intrinsèque du capitalisme et du productivisme, de l'esclavage salarié ?

Claudine Cornil : Le travail est au centre de toute vie humaine. Il est impossible de concevoir une société dans laquelle il n'y aurait pas de travail. Si on regarde autour de nous, tout est le fruit du travail des hommes et des femmes : routes, maisons, écoles, moyens de transport, nourriture, éducation, soins... Après, la manière dont ce travail est organisé et sa finalité sont des constructions sociales qui évoluent dans l'histoire. L'esclavage est un mode de production dans lequel quelques personnes travaillent pour les autres et dans le même temps, sont privées de tous droits. Le mode de production capitaliste est différent : ceux qui ont les capitaux et celles et ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail sont [opposés](#) dans leurs intérêts : c'est ce qu'on appelle la lutte des classes. Cette lutte des classes oppose capital et travail. Cela veut dire qu'on ne peut en avoir la compréhension que si on se pose non seulement la question du capital, de la Bourse, des actionnaires, etc., mais aussi celle du travail salarié, qui n'est pas loin de l'esclavage quelquefois d'ailleurs...

Se cantonner dans la lutte syndicale aux questions de salaire, de retraite et d'emploi ne pose pas les questions de fond : qui travaille ? Pourquoi on travaille ? Pour qui ? Pour quels besoins ? Dans quel cadre ? Par ailleurs, la question de la dignité, qui est le point de départ de toutes les luttes dans l'histoire, n'est plus portée syndicalement et encore moins politiquement alors qu'elle est au cœur du discours « spontané » des travailleurs et des travailleuses sans emploi ou [privés](#) d'emploi.

Comme le montre le spécialiste en droit social Alain Supiot, le compromis historique qui a fondé le salariat au XIX^e siècle est en train de disparaître. Ce compromis était fondé sur : il y a ceux qui ont les capitaux et qui exploitent et il y a celles et ceux qui sont obligés de vendre leur force de travail et qui, en contrepartie de leur exploitation et de leur aliénation, bénéficient, d'une certaine sécurité et de certains droits. Avec l'uberisation et la numérisation, accompagnées par des lois comme la loi travail, on arrive à une organisation nouvelle du travail qui s'appelle « le travail au robinet » : le capital entend mettre un terme au salariat trop contraignant et met en place des organisations où le travail doit être « accessible » quand on en a besoin seulement.

La notion de sécurité disparaît totalement. On va, si on ne fait rien, vers un capitalisme post-salarial. On voit que le capital est tout à fait capable de s'adapter, de se renouveler, de dépasser ses contradictions et que face à cela, nos grilles de lecture sont quelquefois un peu rigides et archaïques. Il faut libérer la parole, l'imagination et la pensée sur ces questions liées au travail qui sont, non seulement syndicales, mais fondamentalement politiques. Pour cela, on ne fera pas l'économie d'un gros travail d'appropriation des apports d'intellectuels et de chercheurs ou chercheuses.... Il faut donc reconstruire l'idée que la culture est émancipatrice... Je trouve que la CGT a un peu laissé filer cette dimension fondamentale et, jusqu'à peu, indissociable de l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans les élections présidentielles à venir, la plupart des candidats se réclament de la « valeur travail ». Est-ce à dire que les luttes et les réflexions actuellement en cours à la CGT sont solubles dans le spectre politique actuel ? Autrement dit, en quoi l'approche du travail de la CGT et de ses composantes qui portent le fer sur cette question centrale est à l'opposé des discours politiques dominants ?

Claudine Cornil : Je déteste l'expression « valeur travail » qui est une manière de renvoyer à la devise pétainiste « travail, famille patrie », ou même au sinistre « *Arbeit macht frei* » [\[1\]](#)... Autre chose est de porter la question de la valeur DU travail, valeur qui se pose non seulement en termes de valeur d'échanges mais aussi de valeur d'usage bien sûr.

Le travail est globalement un impensé depuis plusieurs décennies. On l'a vu, du moins du côté de la « gauche ». Aussi, j'ai été surprise de voir le mot travail revenir sur la scène sociale à travers la loi étrangement baptisée par ses détracteurs et détractrices « loi travail ». Je crois que c'est le retour du refoulé et le signe que le corps social veut mettre un terme au silence sur cette question, la remettre au cœur du débat démocratique. Il est désolant que certains hommes politiques, qui se disent de gauche, entendent la réduire à celle du revenu universel ou du revenu d'existence.

À nous, syndicalistes comme citoyens et citoyennes, de prouver que c'est de bien d'autre chose que nous voulons débattre.

Propos recueillis par Rémi Ermon (AL Lorient)